

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES












---

#### TRANSPORTS SANITAIRES A LA CHARGE DES ETABLISSEMENTS DU GHT SUD BRETAGNE

---

**GROUPE HOSPITALIER BRETAGNE SUD**  
**Etablissement support du GHT Sud Bretagne**  
**Direction Achats et Logistique / Cellule marchés de territoire**  
5 avenue de Choiseul - BP 12233  
56322 LORIENT  
Tél : 02.97.06.97.73  
✉: [cellulemarches@ghbs.bzh](mailto:cellulemarches@ghbs.bzh)

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	TRANSPORTS SANITAIRES A LA CHARGE DES ETABLISSEMENTS DU GHT SUD BRETAGNE
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	5
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Cotraitance.....	6
3.2 - Sous-traitance .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
5.2 - Obligations du titulaire .....	7
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire .....	7
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	7
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	8
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations .....	8
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	8
5.2.7 - Sort des données .....	8
5.2.8 - Délégué à la protection des données .....	8
5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	8
5.2.10 - Documentation .....	9
5.3 - Obligations de l'acheteur .....	9
6 - Durée et délais d'exécution .....	9
6.1 - Durée du contrat.....	9
6.2 - Reconduction .....	9
7 - Prix .....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
7.2 - Modalités de variation des prix .....	10
8 - Garanties Financières .....	10
9 - Avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement .....	11
10.4 - Paiement des cotraitants.....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
12 - Développement durable .....	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
13.1 - Vérifications .....	12
13.2 - Décision après vérification.....	12
14 - Echanges électroniques .....	12
15 - Pénalités.....	12

15.1 - Pénalités de retard.....	12
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	13
15.3 - Pénalité pour non saisie des informations de traçabilité .....	13
15.4 - Pénalité pour absence de réponse aux déclarations d'évènements indésirables .....	13
16 - Assurances .....	13
17 - Résiliation du contrat.....	13
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
18 - Règlement des litiges et langues .....	14
19 - Clauses techniques particulières .....	14
19.1 – Description des lots.....	14
19.1.1 – Transports sanitaires en ambulance .....	15
19.1.2 – Transports assis professionnalisés.....	15
19.1.3 – Description des prestations .....	16
19.1.4 – Prestations exclues .....	16
19.2 – Modalités d'exécution .....	17
19.2.1 – Dispositions générales .....	17
19.2.2 – Prescription médicale .....	17
19.2.3 – Modalités d'émission des bons de commande aux titulaires .....	17
19.2.4 – Modalités d'exécution particulières à l'EPSM CHARCOT (lot 5) :.....	19
19.2.5 – Engagement du ou des titulaires : .....	19
19.2.6 – Dispositions communes aux transports programmés et non programmés :.....	20
19.2.7 – Transports programmés :.....	21
19.2.8 – Transports non programmés : .....	21
19.3 – Assurances .....	21
19.4 – Obligations du titulaire .....	21
19.4.1 – Modifications affectant l'agrément ou le conventionnement du titulaire : .....	21
19.4.2 –Contrôle du titulaire :.....	21
19.5 – Suivi de l'exécution du marché .....	22
19.6 – Inapplicabilité de la clause « non adimpleti contractus » .....	22
20 - Clause de réexamen.....	22
21 - Dérogations.....	23
ANNEXE 1 : Cadre du mémoire technique.....	24

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

### **TRANSPORTS SANITAIRES A LA CHARGE DES ETABLISSEMENTS DU GHT SUD BRETAGNE**

L'objet de la prestation concerne les transports terrestres de patients à la charge des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Sud Bretagne

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

GROUPE HOSPITALIER BRETAGNE SUD

EPSM SUD BRETAGNE CH CHARCOT

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Transports sanitaires en ambulance ou assis professionnalisés de patients au départ et vers le GHBS sites de Lorient et Ploemeur
2	Transports sanitaires en ambulance ou assis professionnalisés de patients au départ et vers le GHBS site du Faouët
3	Transports sanitaires en ambulance ou assis professionnalisés de patients au départ et vers le GHBS sites de Quimperlé et Moelan
4	Transports sanitaires en ambulance ou assis professionnalisés de patients au départ et vers le GHBS sites d'Hennebont et Riantec
5	Transports sanitaires en ambulance ou assis professionnalisés de patients au départ et vers les sites de l'EPSM CHARCOT

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Les prestataires seront sollicités (par lot) suivant un appel en "cascade" :

- Le prestataire le mieux classé sera sollicité en premier;
- Le prestataire classé 2ème sera sollicité ensuite si le 1er n'est pas disponible ;
- Le prestataire classé 3ème sera sollicité ensuite si le 2ème n'est pas disponible.

La prescription est réceptionnée par le service de régulation de l'établissement. Le service formalise alors la demande de transport (qui fait office de bon de commande dans le cadre de ce marché). Cette commande peut être enrichie d'informations fournies par les unités de soins et non précisées par la prescription médicale de transport mais qui contribuent à améliorer les conditions de réalisation du transport :

- Numéro de chambre,
- Matériel nécessaire (brancard, fauteuil, fauteuil personnel, nacelle, attelle, coquille...),
- Précautions du transport : modalités d'isolement, de manutention, de surveillance...,
- Documents nécessaires au patient : dossier, lettres, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous.

- Toute information complémentaire (accompagnant, document, matériel nécessaire, etc...).

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

## **3 - Intervenants**

### **3.1 - Cotraitance**

L'offre devra préciser les trajets qui seront effectués par l'ensemble des co-traitants.

Le mandataire de chaque groupement devra respecter la répartition des courses prévue lors de la remise de l'offre.

### **3.2 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le pouvoir adjudicateur devra être averti et une déclaration de sous-traitance devra être transmise sans délai à la Cellule des Marchés du GHBS.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations relatives au fonctionnement des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Sud Bretagne ou concernant les usagers pris en charge dans les services des établissements venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L 1110-4 du code de la santé publique). En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales. Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

## **5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **DESCRIPTION, NATURE ET FINALITE DU TRAITEMENT :**

Les données traitées sont les noms et adresses des usagers transportés dans le cadre du présent marché. Ces informations feront l'objet d'une traçabilité par le biais d'un document qui sera transmis mensuellement au pouvoir adjudicateur.

La durée du traitement des données est de 4 ans.

## **5.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### **5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

### **5.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

[dpo@ghbs.bzh](mailto:dpo@ghbs.bzh)

#### **5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Courrier électronique adressé au délégué à la protection des données personnelles - [dpo@ghbs.bzh](mailto:dpo@ghbs.bzh)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **5.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,



- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.2.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **5.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 03/05/2026 jusqu'au 02/05/2027.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **6.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **Base de remboursement**

NB : les établissements ont la responsabilité de proposer un modèle économique dans le cadre du présent marché (distinguant à minima le recours à un transport allongé et le recours à un transport assis, et ce en cohérence avec les lots établis).

Il peut par ailleurs être laissé aux candidats la possibilité d'adapter ce modèle (variante au modèle économique).

### **Précision**

Lorsqu'un véhicule effectue un transport comportant l'aller et le retour du patient, deux prestations de transports sont facturables.

Les prix du transport (assis ou allongé) couvrent les charges suivantes :

- la mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés ;
- la fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.) pour le transport en ambulance, et le respect des règles d'hygiène ;
- la fourniture de l'oxygène en cas de besoin ;
- la désinfection du véhicule après chaque transport, et son nettoyage si nécessaire ;
- la prise en charge du patient au lieu de la demande par l'établissement ;
- le transport du malade jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la demande par l'établissement ;
- le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.

### **Cas particulier du transport simultané de plusieurs patients**

En transport assis (VSL et taxis), l'établissement peut imposer le transport simultané de plusieurs patients (3 maximum) dans un même véhicule. Dans ces deux cas il doit le préciser dans la demande de transport et y mentionner les éventuelles conditions ou exigences à respecter lors du transport groupé, l'établissement peut également imposer le transport d'un seul patient dans un véhicule.

En ambulance, le transport groupé n'est possible que pour une personne titulaire de l'autorité parentale et son enfant, ou deux enfants de la même fratrie.

Une facture est établie pour chacun des malades, et un abattement est alors appliqué. Cet abattement s'applique à la totalité du prix de la facture par patient, y compris les éventuelles majorations ou suppléments, et à l'exclusion des droits de péage.

Les détours éventuellement faits par le transporteur lors d'un transport simultané et consécutifs à la prise en charge des patients en des points différents et quel que soit leur nombre sont pris en compte.

## **7.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix unitaires nets TTC des transports suivent les variations de tarifs fixés par l'autorité administrative. Le(s) pourcentage(s) de remise indiqué(s) à l'acte d'engagement s'appliquent sur les nouveaux tarifs, pendant toute la durée du marché (joindre à la proposition, les derniers tarifs en vigueur).

## **8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **10 - Modalités de règlement des comptes**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- GHBS : 265 613 349 00140 + code service (DAL)
- . EPSM Charcot : 265 600 262 00017 + code service (DSE)

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la

réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## 12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc. En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

Le candidat indiquera également le nombre de véhicules à faibles émissions présent dans son parc.

## 13 - Constatation de l'exécution des prestations

### 13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre en oeuvre, à tout moment de l'exécution du marché, une procédure d'évaluation de la prestation portant sur la conformité d'exécution par rapport au cahier des charges et aux éléments négociés, ainsi que sur le degré de satisfaction des usagers (questionnaire de satisfaction).

Le titulaire du marché sera informé des modalités de mise en oeuvre et des résultats de cette évaluation.

### 13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 14 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Une pénalité de 10€ TTC par demi-heure de retard sera appliquée. Le calcul commence à partir de l'heure de prise en charge prévue initialement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les retards devront être justifiés auprès des unités de soins (voir article 4.2).

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **15.3 - Pénalité pour non saisie des informations de traçabilité**

Une pénalité de 10€ TTC sera appliquée en cas de non saisie des informations de traçabilité en temps réel du transport pris en charge.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **15.4 - Pénalité pour absence de réponse aux déclarations d'évènements indésirables**

Une pénalité de 10€ TTC sera appliquée pour chaque déclaration d'évènement indésirable restée sans réponse de la part du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En plus des motifs cités ci-dessus, le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient, non saisie des informations de traçabilité de transports, non réponse aux déclarations d'événements indésirables).

Une mise en demeure aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

## **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Clauses techniques particulières**

### **19.1 – Description des lots**

Le présent marché a pour objet d'assurer les transferts de patients hospitalisés dont le transport a été prescrit par l'un des établissements constituant le Groupement hospitalier de territoire :

- Le Groupe Hospitalier Bretagne Sud
- L'EPSM Charcot.

Seuls les transports mentionnés ci-dessous sont visés par le présent marché.

### **19.1.1 – Transports sanitaires en ambulance**

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévus à l'article R.322-10-1 du code de la sécurité sociale, les prestations du marché visent les transports par ambulance de patients s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code.

Le transporteur doit donc respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le prestataire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de ce marché de l'équipage conforme au code de la santé publique :

- 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

### **19.1.2 – Transports assis professionnalisés**

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique, du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R.322-10-1 du code de la sécurité sociale, les prestations du marché visent les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;
- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Les prestations peuvent également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont :

- les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL).

Le transport doit ainsi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Le prestataire s'engage ainsi, pour chaque transport, à disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

- les entreprises de taxis conventionnées avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur

autorisation de stationnement depuis plus de deux ans et d'autre part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

### **19.1.3 – Description des prestations**

La prestation de transport est réalisée de jour comme de nuit (24h/24h), tous les jours de l'année y compris jours fériés (365 jours/an), cependant le pouvoir adjudicateur n'écartera pas les offres des candidats ne pouvant assurer les transports de nuit, week-ends et jours fériés.

Un tour de garde sera mis en place pour les courses de nuit, un planning sera établi en réunion de mise au point du marché. Les titulaires devront respecter ce planning qui sera distribué aux Etablissements du GHT.

Elle inclut pour chaque lot les éléments suivants :

- Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique membre du groupement hospitalier de territoire vers une autre entité juridique, membre ou non du GHT, avec ou sans retour ;
- Les transports « intra-établissement », à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie, chimiothérapie ou dialyse dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Par ailleurs, et à l'exception des USLD, EHPAD, SAU (hors unité d'hospitalisation) tous les champs d'activité sanitaires des établissements sont visés : MCO, SSR, psychiatrie.

Enfin, la prestation de transport inclut la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels.

### **19.1.4 – Prestations exclues**

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'hôpital, à savoir :

- Les transports médicalisés ;
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un Samu-Centre 15) ;
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert (*exemple : SAU du Centre hospitalier de Quimperlé vers hospitalisation au GHBS*) ;
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement membre du groupement hospitalier de territoire pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission) ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique.
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie, chimiothérapie ou dialyse dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.
- Les transports de patients âgés de moins de 20 ans et hospitalisés depuis plus de 14 jours vers leur domicile en cas de permission de sortie inférieure à 48 heures, ainsi que leur retour vers l'établissement.



## 19.2 – Modalités d'exécution

### 19.2.1 – Dispositions générales

Le pouvoir adjudicateur assure en priorité par ses propres moyens les transports de patients visés à l'article 19, point 19.1.

Lorsque ses moyens ne lui permettent pas de répondre techniquement à la demande (ou d'y répondre dans les délais prescrits), le pouvoir adjudicateur fait appel à un prestataire extérieur dans les conditions définies au présent marché. Il s'agit de transports à la charge financière et organisationnelle du pouvoir adjudicateur réalisés par des prestataires extérieurs de jour comme de nuit, en semaine, en week-end et jours fériés pour répondre aux besoins non couverts par le Service de Transport des Patients des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à transmettre les courses avec l'anticipation nécessaire à la bonne réalisation des transports en termes de ponctualité au rendez-vous.

Aucune dérogation (grève...), sauf lors d'absence d'intervention justifiée et ayant fait l'objet d'un avis immédiat aux responsables des Services Logistiques ne sera accordée.

### 19.2.2 – Prescription médicale

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS), doit toujours précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006 reproduit dans le présent cahier des clauses.

**Cette prescription est réalisée sur la base du Cerfa S3138c n° 11574\*04.**

**La prescription a notamment comme objectif d'indiquer à l'entreprise de transport l'établissement prescripteur, c'est-à-dire celui assumant la charge du transport.** A noter que la prescription doit mentionner le cas de figure où l'établissement prescripteur correspond à l'établissement depuis lequel le patient est transféré (cas majoritaire) ou correspond à l'établissement vers lequel le patient est transféré (sont principalement visés les transferts d'un patient pour réalisation d'une séance de chimiothérapie, de dialyse et de radiothérapie).

La prescription doit par ailleurs indiquer :

- L'identification du patient (nom, prénom, âge) ;
- La nature du transport (Aller, Aller-retour, transport simultané de plusieurs patients, ambulance, TPMR ou TAP etc ...) ;
- La date et l'heure de prise du rendez-vous du patient ;
- Le lieu de prise en charge ;
- Le lieu de destination.

### 19.2.3 – Modalités d'émission des bons de commande aux titulaires

**Pour le GHBS (lots 1, 2, 3 et 4) :**

La prescription est réceptionnée par le service de régulation du GHBS. Le service formalise alors la commande de transport (qui fait office de bon de commande dans le cadre de ce marché). Cette commande peut être enrichie d'informations non précisée par la prescription médicale de transport mais qui contribuent à améliorer les conditions de réalisation du transport :

- Numéro de chambre,
- Matériel nécessaire (brancard, fauteuil, fauteuil personnel, nacelle, attelle, coquille...),
- Précautions du transport : modalités d'isolement, de manutention, de surveillance...,
- Documents nécessaires au patient : dossier, lettres, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous.
- Toute information complémentaire (accompagnant, document, matériel nécessaire, etc...).

La transmission des PMT au(x) titulaires(s) s'effectue à travers une plateforme dématérialisée de commande (PF). Cette transmission vaut bon de commande.

L'environnement technique de la plateforme permet ainsi de saisir, tracer et traiter la PMT.

La PMT est traduite par la PF sous forme d'une demande permettant sa traçabilité auprès du transporteur.

Cette commande comporte les données de temps et de lieu du trajet, le moyen de transport prescrit et toutes les informations nécessaires à la réalisation du transport.

La PF est chargée notamment :

- d'enregistrer la prescription médicale ;
- d'actionner le tour de rôle pour requérir le moyen de transport prescrit selon un dispositif équitable garantissant le respect de la libre concurrence ;
- de tenir à jour une traçabilité des demandes et du suivi des réponses apportées ainsi que des événements indésirables, en amont de la commande ou en aval (jusqu'à la réalisation du transport).

Le pouvoir adjudicateur émettra les commandes de manière la plus équitable possible entre chaque titulaire d'un même lot et selon une cadence qui sera définie avec les titulaires après la notification des marchés.

Dans cette optique, la PF sélectionne, sur la base de cette commande, parmi les titulaires du présent marché (et plus particulièrement ceux rattachés au lot géographique correspondant à la zone géographique depuis laquelle le patient est transféré) selon les modalités définies infra (cf. 19.2.5 modalités d'activation du transport).

**Il est précisé qu'aucun transport effectué en dehors d'une demande dématérialisée via la plateforme de centralisation de commande de transport appartenant au GHBS ne pourra être facturable à l'établissement.**

**Pour l'EPSM Charcot (lot 5) :**

La prescription est réceptionnée par le personnel administratif ou soignant des services de soins de l'EPSM. Le service formalise alors la commande de transport (qui fait office de bon de commande dans le cadre de ce marché). Cette commande peut être enrichie d'informations non précisées par la prescription médicale de transport mais qui contribuent à améliorer les conditions de réalisation du transport :

- Matériel nécessaire (brancard, fauteuil, fauteuil personnel, nacelle, attelle, coquille...),
- Précautions du transport : modalités d'isolement, de manutention, de surveillance...,
- Documents nécessaires au patient : dossier, lettres, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous.
- Toute information complémentaire (accompagnant, document, matériel nécessaire, etc...).

La transmission des PMT au(x) titulaires(s) s'effectue à travers une plateforme dématérialisée de commande (PF). Cette transmission vaut bon de commande.

L'environnement technique de la plateforme permet ainsi de saisir, tracer et traiter la PMT.

La PMT est traduite par la PF sous forme d'une demande permettant sa traçabilité auprès du transporteur.

Cette commande comporte les données de temps et de lieu du trajet, le moyen de transport prescrit et toutes les informations nécessaires à la réalisation du transport.

La PF est chargée notamment :

- d'enregistrer la prescription médicale ;
- d'actionner le tour de rôle pour requérir le moyen de transport prescrit selon un dispositif équitable garantissant le respect de la libre concurrence ;
- de tenir à jour une traçabilité des demandes et du suivi des réponses apportées ainsi que des événements indésirables, en amont de la commande ou en aval (jusqu'à la réalisation du transport).

Le pouvoir adjudicateur émettra les commandes de manière la plus équitable possible entre chaque titulaire d'un même lot et selon une cadence qui sera définie avec les titulaires après la notification des marchés.

Dans cette optique, la PF sélectionne, sur la base de cette commande, parmi les titulaires du présent marché (et plus particulièrement ceux rattachés au lot géographique correspondant à la zone géographique depuis laquelle le patient est transféré) selon les modalités définies infra (cf. 19.2.5 modalités d'activation du transport).

**Il est précisé qu'aucun transport effectué en dehors d'une demande dématérialisée via la plateforme de centralisation de commande de transport appartenant au GHBS ne pourra être facturable à l'établissement.**

#### **19.2.4 – Modalités d'exécution particulières à l'EPSM CHARCOT (lot 5) :**

1 - Cas d'hospitalisations sous contrainte, ou de réintégration de patients :

• Le Titulaire doit :

- se présenter à l'EPSM Sud Bretagne CH Charcot pour emmener dans son ambulance un ou deux accompagnants infirmiers suivant l'état du patient,
- se rendre au lieu de rendez-vous avec les forces de police ou de gendarmerie, ou au centre pénitentiaire, ou encore au domicile de la personne à transporter,
- assurer le retour à l'EPSM Sud Bretagne CH Charcot des infirmiers accompagnants et de la personne à hospitaliser (ou seulement les infirmiers si le transfert vers l'EPSM n'a pas lieu).

Le titulaire du marché mettra à disposition une ambulance adaptée pour assurer les admissions des patients en hospitalisation sur demande du Représentant de l'Etat ou tout autre transport.

2 - Cas de transports assis professionnalisés :

- pour les patients hospitalisés se rendant en consultation vers l'extérieur,
- pour tout autre transport demandé par l'établissement.

Il peut arriver qu'un personnel infirmier accompagne le patient en cas de consultation notamment.

#### **19.2.5 – Engagement du ou des titulaires :**

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt), sans exception, de jour comme de nuit, y compris les jours fériés, à assurer les transports demandés par l'établissement prescripteur.

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt) à répondre rapidement à la demande exprimée.

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt) au respect des horaires convenus avec l'établissement de santé.

Les délais de réponse sont définis au moment de l'expression de la demande, et sont plus contraignants si la demande est faite suffisamment en amont, afin de favoriser l'anticipation des besoins.

Au vu de l'heure prévue de sortie, l'établissement veille à ce que le patient soit prêt, les formalités liées à son départ effectuées, et la prescription médicale de transport réalisée.

Au bout de 5 indisponibilités successives d'une entreprise le Pouvoir Adjudicateur pourra la déclasser dans le rang d'appel (cf. Modalités de sollicitation d'un prestataire de transport).

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité ainsi qu'un badge attestant de sa qualité professionnelle. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à apporter des réponses et à mettre en places des axes d'amélioration suite aux déclarations d'événements indésirables émises par le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à saisir les informations de traçabilité des transports en temps réel sur le logiciel de suivi mis à disposition gratuitement par le GHBS (acceptation, en cours, terminé).

L'entreprise prestataire devra respecter strictement toutes les obligations résultant des textes ou des dispositions internes à l'établissement, en matière de sécurité et d'hygiène, ceci, tant vis à vis de leurs personnels que vis à vis des personnels du GHT Sud Bretagne, des usagers, des visiteurs, des matériels et locaux.

Le prestataire devra communiquer les protocoles d'hygiène et de désinfection mis en pratique dans le cadre de son entreprise.

Organiser la formation de ses personnels au respect des règles d'hygiène – lavage des mains, utilisation de gants à usage unique.

Assurer entre chaque intervention :

- un lavage des mains ;
- l'élimination des déchets de soins ;
- le nettoyage et la désinfection du brancard, incubateur, matelas coquille... avec lingettes imprégnées d'une solution détergente désinfectante ou pulvérisation.

Assurer quotidiennement :

En fin de journée, ou après le transport de patients présentant un risque infectieux, le nettoyage de la cabine conducteur puis de la cellule sanitaire.

Ainsi, que le nettoyage et la désinfection, avec lingette imprégnée d'une solution détergente-désinfectante, les surfaces hors sol de la cabine et de la cellule sanitaire.

Assurer l'entretien hebdomadaire : Nettoyage de l'extérieur du véhicule et des vitres.

Mettre à disposition de ses personnels des tenues professionnelles : blouses (badge obligatoire), masques, gants en quantité suffisante afin de permettre le respect des règles d'hygiène et l'identification de la société prestataire.

Se plier aux procédures et contrôles d'hygiène qui pourront être réalisés sur demande des Etablissements.

#### Respect des droits des patients, dignité :

Dans la mise en œuvre du transport, l'équipage respectera l'intégrité physique, la pudeur, la dignité ainsi que le confort des personnes transportées.

L'ambulancier accompagnera le patient jusqu'au service concerné, et s'assurera, avant de le quitter, que celui-ci est bien pris en charge (continuité des soins).

#### **Fourniture de matériel et de linge nécessaires à la prestation :**

Les titulaires doivent assurer la fourniture de matériel nécessaire à la prestation (Oxygène, chaises roulantes, matériel à usage unique,...)

Ils doivent aussi assurer la fourniture et l'entretien du linge nécessaire aux transports des patients (oreillers, taies, draps, couvertures....).

Le linge ne sera pas fourni par l'établissement.

Ils devront déterminer au moyen d'un « protocole literie » les modalités de suivi du nettoyage ou du change des draps et/ou couvertures entre chaque transport.

### **19.2.6 – Dispositions communes aux transports programmés et non programmés :**

#### **Choix du transport :**

Le choix du mode de transport (taxis, VSL ou ambulance 7jours/7) et ses caractéristiques appartiennent à l'établissement demandeur.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en VSL ou en taxi, il peut y substituer un transport en ambulance, qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport en VSL ou taxi qu'il n'a pas été en mesure de réaliser.

#### **Modalités d'activation du transport :**

Les prestataires seront sollicités (par lot) suivant un appel en « cascade » :

- Le prestataire le mieux classé sera sollicité en premier ;
- Le prestataire classé 2ème sera sollicité ensuite si le 1er n'est pas disponible ;
- Le prestataire classé 3ème sera sollicité ensuite si le 2ème n'est pas disponible.

Les prestataires auront été classés au terme de l'appel d'offres après passage au crible des critères d'évaluation (cf. RC).

#### **19.2.7 – Transports programmés :**

Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande est adressée au titulaire la veille pour le lendemain. Le bon de commande, est transmis au titulaire selon les modalités définies au point 19.2.3.

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation aux jours, heures et selon les modalités indiquées dans le formulaire de demande de transport émis par l'établissement.

#### **19.2.8 – Transports non programmés :**

Dans le cas de transports non programmés, le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation.

### **19.3 – Assurances**

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers.

Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché.

Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage.

En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

### **19.4 – Obligations du titulaire**

#### **19.4.1 – Modifications affectant l'agrément ou le conventionnement du titulaire :**

Le titulaire du marché s'engage à informer sans délai l'établissement de toutes les modifications affectant l'agrément qui lui a été délivré par l'agence régionale de santé (retrait, mesure de suspension, avertissement, etc.) ou, s'agissant des entreprises de taxis, affectant la convention les liant aux caisses primaires.

Sont notamment visées les sanctions administratives limitant ou interdisant l'exercice professionnel.

#### **19.4.2 – Contrôle du titulaire :**

Le titulaire pourra faire l'objet d'un contrôle par les services de l'établissement ou d'un tiers mandaté par lui. Ce contrôle pourra porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

## 19.5 – Suivi de l'exécution du marché

Afin de permettre à l'administration un contrôle de l'activité, le titulaire doit impérativement établir pendant toute la durée du marché, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin du mois précédent, un relevé mensuel des transports effectués par ses soins selon le modèle défini ci-après :

DATE	NOM DU OU DES PATIENTS	SERVICE DEMANDEUR	DESTINATION	N° DE LA FACTURE	HEURE ET LIEU DE DEPART	HEURE ET LIEU D'ARRIVEE	KM	TYPE DE TRANSPORT : JOUR/NUIT/ DIMANCHE/ FERIE	AMBULANCE, VSL, TAXI	TRANSPORT GROUPE (SI OUI INDIQUER LE NOMBRE DE PATIENTS)	ELEMENTS DE MAJORTATION ET TEMPS D'ATTENTE	COUT TOTAL H.T.

## 19.6 – Inapplicabilité de la clause « non adimpleti contractus »

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause.

## 20 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

### 1- Modifications internes à l'entreprise :

changement de la dénomination sociale de l'entreprise

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc...) qui fera apparaître ce changement. .

Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau rib qui annulera et remplacera le rib fourni précédemment.

#### Changement d'adresse

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro de SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

#### **2- Ajout ou suppression de prestations de transports**

L'ajout s'effectuera de la manière suivante : Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations ajoutées Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix après accord des parties.

La suppression s'effectuera de la manière suivante : Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations supprimées Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix après accord des parties.

#### **3- Augmentation des montants maximums par lot**

Dans le cas où les commandes dépasseraient de plus de 200 % les montants maximum prévisionnels tels que définis dans les documents de la consultation, les parties pourront se rencontrer afin de décider de la poursuite ou pas du contrat. Cette rencontre s'effectuera, le cas échéant, à la demande de l'une ou de l'autre des parties. Dans l'hypothèse où le titulaire justifierait ne pas pouvoir assurer les commandes au-delà de ce montant, il pourra demander la résiliation du marché. Il fournira, pour ce faire, des éléments argumentés et détaillés. Celle-ci interviendra, sans indemnité, dans un délai défini par les parties, et à défaut d'accord, dans le délai fixé par la personne publique qui ne saurait toutefois être supérieur à 6 mois. En cette hypothèse, et durant le délai de préavis, la personne publique ne pourra effectuer de commandes supérieures de plus de 5 % aux montants prévisionnels maximum définis dans les documents de la consultation.

--- Ce réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, et sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire du marché après signature des deux parties.--

## **21 - Dérogations**

- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## **ANNEXE 1 : Cadre du mémoire technique**

**Outre les documents administratifs demandés (DC1, DC2,...), chaque candidat présentera son offre sous la forme d'un mémoire technique. Celui-ci indiquera notamment les thématique suivantes :**

- Présentation générale de l'entreprise (date création, forme juridique, capital, chiffre d'affaires et résultat des 3 dernières années)
- Liste des véhicules de la société et ceux-ci disponibles pour les prestations (marque/type, date immatriculation/acquisition,...)
- Liste des matériels de la société et ceux-ci disponibles pour les prestations (liste...)
- Liste des personnels de la société et ceux-ci disponibles pour les prestations (liste, qualification...)
- Liste des clients actuels (avec marchés)
- Liste des références clients des trois dernières années
- Type et volume de transports sanitaires réalisés
- Organisation et processus envisagés spécifiquement pour le marché avec le GHT
- Délai d'intervention pour prise en charge d'un transport non programmé
- Nombre de véhicules à faible émission de CO2